des informémonos

Revue de quartier bimestrielle - Numéro 11 - Février / Mars 2011 - www.desinformemonos.org

Féminicide au Mexique
PAS UNE DE PLUS!

LES ANONYMES

In memoriam *Nayem, un jeune sahraoui*

Barry, un sénégalais à Zaragoza *Nous ne vivons plus dans la peur comme avant*

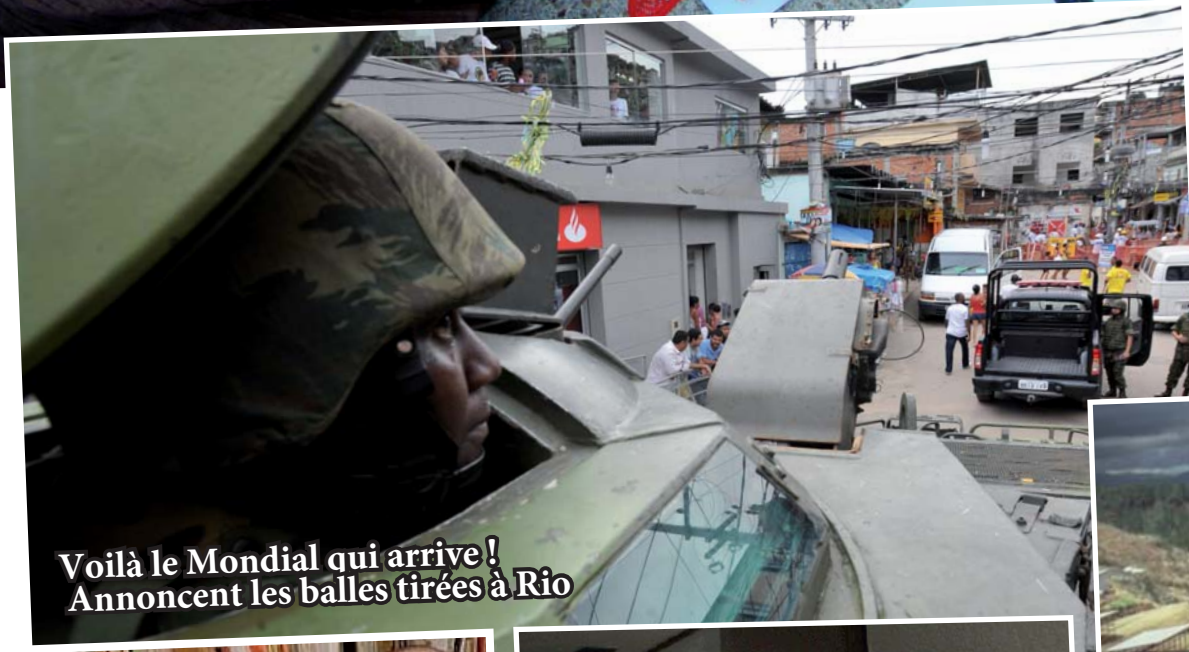
AUTONOMIE

Une histoire de luttes gagnées et d'illusions perdues **a Berlin**

REPORTAGES

Les Mapuche en Argentine *La revanche des gens de la terre*

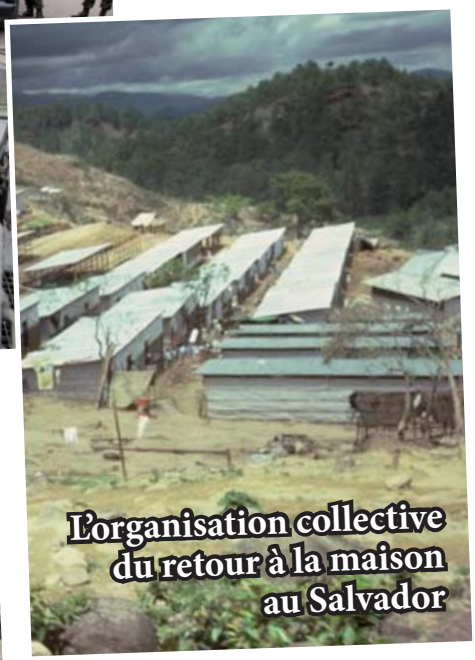
EZLN: *à 17 ans de la proclamation de l'espoir*



Voilà le Mondial qui arrive !
Annoncent les balles tirées à Rio

Démocratie
Luis Villoro

dans les prisons du Chiapas.



L'organisation collective du retour à la maison au Salvador

Démocratie

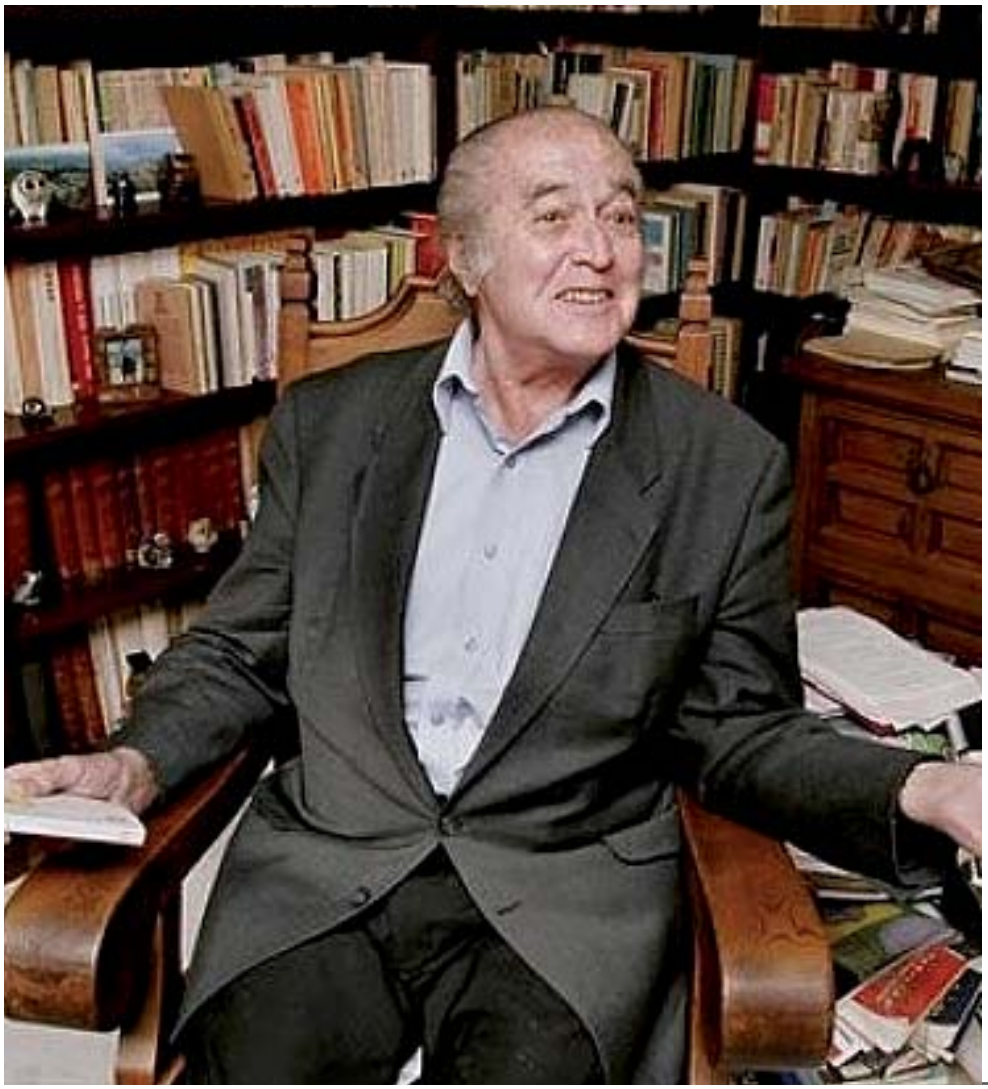
Luis Villoro

Le philosophe mexicain, professeur à la UNAM affirme qu'il existe d'autres types de démocratie que celle existante dans nos pays. Différents auteurs parlent de « démocratie républicaine ou démocratie communautaire ».

La démocratie libérale, expression du capitalisme moderne actuel, est celle qui a causé les maux dont souffre l'actualité, comme le déclarent trois philosophes occidentaux : Jurgen Habermas, David Held et Will Kimlicka. La « mondialisation capitaliste », signalent-ils, a conduit l'Occident à « une exploitation inique des travailleurs », à « des menaces sur l'environnement naturel » et à « des injustices globales » dans une « société mal structurée ». Devant ces maux, « on réagit en général », poursuivent ces auteurs, « en se réfugiant dans les traditions qui conduisent à l'intolérance et au fondamentalisme religieux ».

Leur opinion est correcte pour ce qui est des maux causés par le capitalisme occidental. Mais l'est-elle aussi dans le remède qu'ils proposent ? Non. Je crois que celui-ci est totalement insuffisant. Les bonnes intentions ne suffiront pas, comme peut-être le pensent les trois auteurs, pour obtenir ce nouvel ordre fondé sur les droits humains universels dont l'application s'est vue si souvent foulée aux pieds.

N'est-il pas naïf de penser que, face aux maux du capitalisme mondial que signalent ces auteurs, il suffirait d'en appeler aux droits universels de l'homme ? L'application des droits fait appel à la volonté ; elle ignore, en revanche, les causes réelles, économiques et sociales, qui rendent impossible la réalisation de ces droits dans toutes les sociétés.



Face aux maux du capitalisme, il me semble que le seul remède serait d'aller vers un ordre différent, et même opposé, au capitalisme mondial. Car l'hégémonie du capitalisme s'est accompagnée d'effets aucunement désirables, tels que la déprédation de la nature par la technologie, la primauté d'une raison instrumentale face à la science théorique, et, dans l'ordre social et politique, l'individualisme égoïste contre la primauté du bien commun.

Quelle pourrait être l'alternative ? Quelle qu'elle soit, il faudrait qu'elle élimine, ou au moins qu'elle réduise les maux causés par le capitalisme moderne.

« Démocratie » signifie étymologiquement « pouvoir du peuple », mais il y a deux types de pouvoir réel du peuple qui répondraient à deux espaces différents du pouvoir du peuple : ce que nous pouvons appeler la démocratie « libérale » et la démocratie « républicaine ».

La démocratie « communautaire » ou « républicaine » n'existe pas dans la majorité des pays occidentaux modernes. Mais elle a des antécédents chez quelques auteurs de la Renaissance italienne qui, à leur tour, essaient de faire revivre l'esprit qu'ils attribuent à la république romaine. Chez Rousseau nous pouvons retrouver les fondements de cette doctrine, qui ne se développe que dans les premières étapes des révolutions démocratiques, la nord-américaine (dans son courant anti-fédéraliste) et la française (dans le parti jacobin). La démocratie républicaine présente des traits communs avec la démocratie communautaire.

L'opposition entre ces deux postures (la libérale et la républicaine ou communautaire) n'a pas seulement des conséquences théoriques : elle peut se répercuter aussi sur des programmes politiques.

Un rapport du Centre des droits de l'homme Fray Bartolomé de las Casas révèle des cas de torture, d'agressions sexuelles, de traitements dégradants et inhumains

dans les prisons du Chiapas

Le gouvernement du Chiapas, signale le document intitulé « Violations des droits de l'homme dans les prisons du Chiapas », n'a pas respecté son obligation de garantir et protéger la vie, ainsi que l'intégrité physique et mentale des personnes enfermées dans les prisons de l'État.

Gloria Muñoz Ramírez

Dans les centres pénitenciaires du Chiapas, il y a des traitements et des peines cruels, inhumains ou dégradants, des agressions sexuelles, des tortures, du surpeuplement, de mauvaises conditions d'hygiène, un manque ou une insuffisance de soins médicaux, une pénurie et une qualité des aliments inadéquates. Le rapport spécial élaboré par le Centre des droits de l'homme Fray Bartolomé de las Casas (Frayba), révèle encore une insécurité juridique pour les personnes privées de liberté ainsi qu'un manque d'accès à l'éducation, au travail et aux loisirs.

Le Frayba réalise depuis 1989 un travail ardu de campagne pour la défense des habitants des régions les plus pauvres et violentes du Chiapas, principalement dans les communautés indigènes. Son fondateur et président, jusqu'à son récent décès, était l'évêque Samuel Ruiz García, charge qui depuis le 28 janvier dernier est dans les mains du non moins engagé dans la défense des opprimés, l'évêque Raúl Vera.

Tout au long de l'année 2010 le Frayba, dont le siège est situé à San Cristóbal de las Casas, a reçu des dénonciations des familles et prisonniers pour traitements ou peines cruels, ainsi que pour la torture qui se vit quotidiennement dans les centres pénitenciaires du Chiapas, localisés dans les communes de Cintalapa, Comitán de Domínguez, Copainalá, Motozintla, Pichucalco, Ocosingo, Tonalá et San Cristóbal de Las Casas.

Le gouvernement du Chiapas, conclut le document intitulé « Violations des droits de l'homme dans les prisons du Chiapas », n'a pas accompli son obligation de garantir et protéger la vie, ainsi que l'intégrité physique et mentale des personnes recluses. En 2010, le Frayba a reçu dix-sept dénonciations de prisonniers, prisonnières et familles, signées par un total de 2 142 personnes. De même, les témoignages des ving-quatre familles de prisonniers dénoncent plusieurs actions et oublis que les fonctionnaires chargés des centres pénitenciaires exercent. Y dominent l'affectation directe aux femmes, garçons et filles qui sont soumis à des traitements cruels et inhumains et dégradants au moment d'arriver dans les prisons pour visiter leurs parents.

Après avoir documenté de manière minucieuse et exhaustive toutes les dénonciations reçues, le Centre des droits de l'homme a confirmé « qu'il existe une violation systématique des droits de l'homme dans le système pénitenciaire du Chiapas ». Pour cela il considère que « doivent cesser immédiatement les traitements cruels, inhumains et dégradants et les actes de torture qui prévalent dans les prisons de l'État du Chiapas ; que soient respectés les familles et visiteurs des emprisonné-e-s en accord avec la dignité humaine ; que l'information sur les droits, obligations et interdictions qu'a l'enfermé soit donnée de manière claire et rapide, car il y a un manque de connaissance et, pour autant, un isolement de l'information ; que soit réalisée une enquête rapide et effective des fonctionnaires de tous les niveaux qui ont commis ces violations des droits de l'homme. Et, finalement, que soit rendue publique la situation réelle des prisons au Chiapas et que soit permis aux observateurs nationaux et internationaux de vérifier l'état et les conditions de celles-ci.

Voilà le Mondial qui arrive ! Annoncent les balles tirées à Rio

Actions policières et militaires, spoliation, mort et viols dans les favelas de Rio de Janeiro, avec en toile de fond les grandes épopées sportives qui se profilent. Édition des réflexions de « Desentorpecendo a Razão »(DAR) et « Lutarmada »

Photos : ABR

Brésil. Un peu moins d'un mois après la célébration des élections générales au Brésil, Rio de Janeiro a vécu l'un des conflits les plus importants de ces dernières années entre policiers et narcotrafiquants. Entre le 25 et le 28 novembre environ 3 000 hommes des polices civile et militaire, des pompiers et de l'armée, équipés de blindés de la Marine et de tactiques de guerre mises au point par les soldats brésiliens pendant l'occupation d'Haïti, ont réalisé « la prise » des quartiers pauvres de la ville : Vila Cruzeiro et le dénommé Complexe do Alenão, l'un des plus grands ensembles de favelas de Rio, où vivent plus de 100 000 personnes (certains disent même plus de 300 000). Ceci a été présenté au monde comme une réaction des pouvoirs publics à une série d'incendies de voitures et d'autobus par les groupes de trafiquants.

Au jour d'aujourd'hui, le gouvernement de Rio n'a pas encore divulgué les chiffres exacts de morts et de blessés occasionnés par l'occupation, ce qui est récurrent en ce qui concerne les opérations policières dans la ville. De même, il y a eu des dizaines de plaintes à propos d'abus commis par les forces de l'ordre pendant l'opération, mises à sac des logements, surtout.

Le gouvernement de Rio a réalisé des occupations systématiques dans les quartiers pauvres, en installant les dites UPPs (Unités Pacificatrices de Police). Elles sont déjà présentes dans 13 favelas. Ce nombre est peu considérable si l'on tient compte du fait que la ville en possède pas loin de 1 000. Mais la répercussion de l'action a été énorme parce que les favelas choisies sont situées près de la zone la plus riche de la ville.

L'action policière a été magnifiée par l'extraordinaire succès du long- métrage brésilien « Troupe d'élite 2 ». Sorti en octobre, le film a déjà fait le plus grand nombre d'entrées de l'histoire du cinéma brésilien, avec plus de 10 millions de spectateurs. L'histoire du capitaine Nascimento, leader du Batalhão de Operações Especiais (Pope) de la police de Rio, qui lutte contre politiciens et policiers corrompus, mais sans jamais cesser d'utiliser la force contre les trafiquants, a été si fortement associée aux faits d'Alemão que de nombreux commentateurs de la presse brésilienne ont appelé « Troupe d'élite 3 » l'intense couverture médiatique faite à ce cas.

L'énorme répercussion de l'événement en a fait le sujet national le plus important pendant au moins une semaine. Et les penseurs, artistes, groupes politiques, et collectifs les plus divers se sont exprimés sur ce qui s'était passé.

Pour le collectif de Hip Hop et politique « Lutarmada » de Rio, les faits de novembre peuvent se comparer avec les récits de ce qui s'est passé en Afrique du Sud en 2010, avec le Mondial de Football- qui a fait croître la violence de l'État et de son appareil répressif.

Et pour « Desentorpecendo a Razão » (DAR), collectif qui promeut le débat sur la réglementation des drogues illicites, « cela surprend, après 40 ans de guerre aux drogues made in USA, lorsque tout le monde cherche des alternatives à l'échec du prohibitionisme, que la guerre soit promue de nouveau comme instrument de paix.

Féminicide au Mexique **Pas une de plus!**

Les récents assassinats de la poétesse, féministe et activiste Susana Chávez, et de Marisela Escobedo Ortiz, mère de la jeune Rubí, assassinée elle aussi à Ciudad Juárez, ont revitalisé le mouvement de protestation contre le féminicide au Mexique.

Dans un contexte de violence généralisée, différents groupes de femmes - au Mexique comme dans plusieurs villes du monde - sont sortis dans la rue pour protester et exiger justice.

Les mobilisations dans la ville de Mexico se sont ajoutées à la campagne « Plus de sang versé » lancée par le caricaturiste politique Rius, depuis la société civile.

Le 15 janvier, des centaines de personnes de diverses organisations ont manifesté, depuis l'Ange de l'Indépendance jusqu'à l'Hémicycle Juarez à Mexico. La mobilisation avait pour but de protester contre le climat de violence féminicide régnant dans tout le pays.

Le féminicide y a augmenté ces dernières années. Dans la seule Ciudad Juárez, Chihuahua, il y a eu 306 victimes en 2010. Ces décès ont été mis sur le devant de la scène à cause des assassinats de Susana Chávez et Marisela Escobedo Ortiz. Malheureusement ce ne furent pas les seules.

C'est pour ça que la société civile, organisée ou non, sort manifester sur le pavé. Les croix roses, disposées par les organisations et les mères des femmes assassinées dans l'État de Chihuahua comme à Ciudad Juárez, symbolisent depuis plus d'une décennie les assassinats de femmes.

Parfois, chacune de ces croix porte un nom en noir. D'autres, plus grandes, ont été placées dans des lieux stratégiques, en face du Palais du Gouvernement par exemple, ou sur le pont international Santa Fe, entre Ciudad Juárez et El Paso (Texas, USA). Le nom et le photo des disparues ont été collés sur des pancartes.

Joana Moncau

On pouvait voir le 15 janvier sur ces pancartes les slogans « Plus jamais de violence contre les femmes », « Susana et Marisela, vos voix ne sont pas éteintes » ou « Pas une femme assassinée de plus ! »

Thaïs, du collectif Nous sommes toutes Alí (Alí Dessiré Cuevas Castrejón, étudiante, assassinée en 2009 sous les coups de son conjoint. ndt), signale qu'il est nécessaire de détacher la lutte contre le féminicide de la guerre contre le narcotrafic, parce que le féminicide a une racine distincte : le patriarcat.

Darla Ávila, du collectif Femmes Libres en Résistance, ajoute pour sa part qu'avec l'augmentation de la violence dans tout le pays le féminicide croît aussi, bien qu'il ne soit pas directement lié au narcotrafic.

« Demander justice, ici, au Mexique, c'est courir le risque de mourir, parce que dans ce pays rien n'est garanti, même les accords internationaux ne sont pas respecté », affirment les manifestants.

Les manifestations contre les féminicides au Mexique ont traversé les frontières. ÀRome, en Italie, un groupe de femmes s'est rassemblé devant l'ambassade du Mexique pour protester contre la violence et le féminicide au Mexique.

Dans la capitale italienne les activistes sont revenues sur l'assassinat de la poétesse Susana Chávez, auteure du slogan emblématique « Pas une de plus ! » crée précisément pour dénoncer les mortes de Ciudad Juárez.

ÀBarcelone, en Espagne, aussi, ont été réalisées des actions de protestation contre l'impunité au Mexique. Le Collectif de Mexicain(e)s en Résistance depuis Barcelone, le Groupe de Soutien à la Zone Côtière du Chiapas (GAZC) et des adhérents à l'Autre Campagne ont exigé, face au consulat du Mexique, la fin des violences de genre.

Pas une de plus !
Voir le photoreportage des mobilisations sur www.desinformemonos.org

L'organisation collective du retour à la maison au Salvador

Aujourd'hui Santa Marta, avec ses populations ancienne et actuelle, maintient des formes d'organisations propres, loin des divisions supposément orchestrées par le gouvernement et des ingérences des partis politiques.

Ricardo Martínez Martínez

Mesa Grande, Honduras, et Santa Marta, Salvador. Dans la bande frontalière entre le Salvador et le Honduras s'étendent des centaines de communautés, qui depuis 24 ans se peuplent et se repeuplent. Ce qui hier était une zone déchirée et inhospitalière dans le contexte de la guerre civile, est aujourd'hui une ceinture d'organisations sociales et communautaires.

Entre les sentiers et les zones boisées de montagne basse, dans les départements de Chalatenango, Cabañas et Morazán, où l'ex-guérilla du FMLN avait ses campements et autres centres d'entraînement, la base arrière de ses forces insurgées, les populations actuelles - pour beaucoup d'anciens membres de ses colonnes - ont construit des formes d'auto-organisation sociale avec des pratiques collectives appuyées, produites par la nécessité de survivre dans une période exceptionnelle.

La majeure partie de la population installée ici est composée d'ex-réfugiés de guerre et de leurs descendants nés à Mesa Grande - département de San Marcos, Honduras. Chaque année ils commémorent ici le retour au Salvador, après douze années de vie dans sept refuges différents sous les auspices de l'ACNUR, mais encerclés par les forces militaires du Honduras, des groupes paramilitaires et les forces spéciales de l'armée salvadorienne.

Le 15 janvier de cette année a eu lieu à Mesa Grande la rencontre « De retour à la maison », un événement extraordinaire des actuels habitants de la communauté Santa Marta, créée en 1987 à partir de trois nouveaux villages dans le département de Cabañas, au Salvador.

Quelques deux cent jeunes ont visité le long plateau où ils sont nés et où ils ont vécu leurs premières années. Ils sont venus pour éclairer les évènements qui les ont marqués pour toujours, « un héritage de résistance et l'exemple de nos pères, connaître la vérité sur l'endroit d'où nous venons, et poursuivre les missions que nous menons dans la lutte pour la paix et la justice », indique Junior Alfaro. À27 ans il ressent comme sienne cette terre a à peine 45 kilomètres de la frontière salvadorienne.

Ce qui est sûr, c'est que Mesa Grande est le territoire de la mémoire collective de ces jeunes qui ont réussi à recréer dans d'autres lieux de cette zone frontalière ce dont ils rêvaient : organisation, communauté et meilleures conditions de vie.

Aujourd'hui Santa Marta, avec ses populations ancienne et actuelle, maintient des formes d'organisations propres, loin des divisions supposément orchestrées par le gouvernement et des ingérences des partis politiques.

Avec l'héritage de leurs parents, les villageois actuels forment une enclave de résistance et d'organisation collective. « La communauté est représentée par ceux-là même qui en font partie ; nous avons dû trouver diverses manières de résoudre les problèmes, vu que beaucoup de droits nous ont été niés, comme l'éducation, la santé, une vie digne avec un travail ou le respect de notre culture. Droits pour lesquels nous nous sommes défendus et qui aujourd'hui sont devenus réalité.

La revanche des gens de la terre

Au cours de la dernière décennie un processus de récupération de l'identité du peuple Mapuche a commencé. Depuis 2001, 240 000 hectares ont été récupérés par les communautés Mapuche

Texte : Martin Cúneo. Illustration: Emma Gascó

Territoire Mapuche. Le 8 novembre 2010 un éditorial du quotidien La Nación alertait sur le danger de réviser l'histoire argentine et de prétendre montrer la Campagne du Désert de 1879 comme un acte génocidaire contre les peuples originels. Une autre des préoccupations était la récupération de terres de la part des communautés mapuches, prises aux éleveurs de Patagonie.

« Ils sont préoccupés car le peuple Mapuche lutte maintenant pour ses droits » dit Lefxaru Nawel, de l'Observatoire des Droits de l'Homme des Peuples Indigènes. « Ils veulent les Mapuche comme il y a 100 ans, quand ils sont passés du statut de propriétaire à celui d'ouvrier agricole ».

En août 2002, Rosa Nahuelquir a perdu son travail. Avec son mari Atilio Curiñaco, ils décidèrent de récupérer une parcelle qui appartenait depuis des générations à la famille d'Atilio. Pour atteindre leur rêve, ils ont du s'affronter au géant du textile Benetton. Et ils sont devenus un symbole de la lutte pour la terre.

En se renseignant sur les origines de la propriété de Benetton, ils ont découvert un des plus grands scandales de corruption de l'histoire argentine. Douze ans après la Conquête du Désert, le président d'alors, José Uriburu, a donné 900 000 hectares à dix citoyens anglais, qui à leur tour ont transféré leurs biens à la Argentinean Southern Land Company Ltd, une entreprise fantôme créée pour recevoir ces biens. On pense que la donation fut un paiement pour des armes anglaises utilisées pour la Conquête.

Quelques 42 000 hectares furent remis à 1800 éleveurs de la Société Rurale, les mêmes qui avaient financé la campagne

contre les peuples originaires. Cette campagne avait fait 14 000 morts parmi les indigènes et avait rendu esclaves 14 000 esclaves. Ceux qui finirent par habiter les villes n'ont pas prospéré. Ils se sont installés aux périphéries et peu à peu ont perdu leur culture.

La première secousse

Pour la Confédération Mapuche, 1992 est le point d'inflexion. Ils se sont rendus compte qu'ils ne pouvaient pas reculer davantage, que 500 ans après ils étaient toujours vivants et que c'était l'opportunité de repenser leur histoire. Ils devaient avancer.

Ce mouvement porte ses fruits avec la réforme de la Constitution, et leur permet d'obtenir la reconnaissance juridique des droits des indigènes sur leurs terres en plus de la gestion de ses ressources naturelles.

La troisième invasion

Les conflits pour la terre se sont multipliés en 2001. Pressions de l'industrie touristique, entrée de compagnies minières et pétrolières... À cela s'est ajoutée l'arrivée d'éleveurs nationaux et étrangers.

L'occupation de la parcelle de Benetton par le couple mapuche en 2002 fut suivie d'une violente évacuation. Des lettres furent envoyées. Il y eut des entrevues et même un rendez-vous Luciano Benetton lui-même. « Ils nous ont dits que nous étions des imbéciles, que nous ne savions pas attendre. Nous avons attendu trois ans et nous avons décidé de retourner sur la parcelle », dit Rosa. En 2007 ils ont réoccupé le terrain et ils y vivent toujours aujourd'hui.

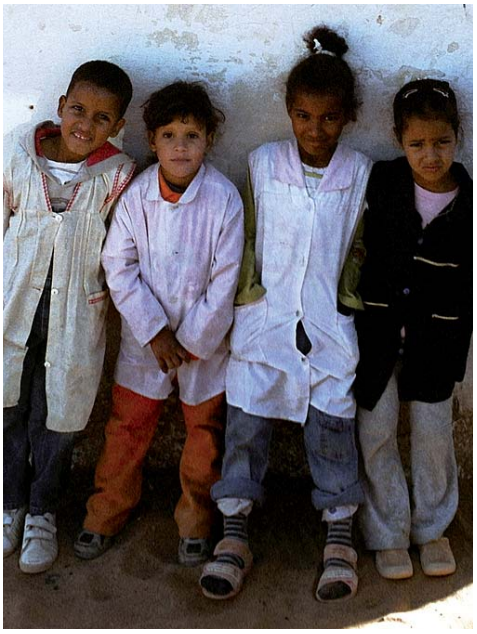
Des cas emblématiques

Quintupuray, deux crimes et une récupération. En 1993 Lucinda Quintupuray fut tuée de deux coups de feu. Son fils Victorio s'est installé sur les terres. Quelques mois plus tard il mourut noyé. Au bout de 15 ans, en 2008, après plusieurs réclamations, le terrain fut récupéré.

Le vieux truc de la reforestation. Les programmes de reforestation de la Banque Mondiale ont pour conséquences que des terres publiques passent à des capitaux privés. Quand une entreprise replante des arbres, elle a la possibilité de légaliser et revendre la terre, souvent avec des gens sur ces terres.

In memoriam Nayem, un jeune sahraoui

Texte : Tiziana Perna. Photos : Stefano Montesi



Peut-être est-ce le sable du Sahara qui a occulté le corps de Nayem El Garhi, qui a cessé d'avoir 14 ans en octobre dernier. Il a été tué par l'armée marocaine à l'un des postes de contrôle qui régulait l'accès au camp de Gadaym Izik, près de El Aajun, capitale du Sahara Occidental, territoire occupé par le Maroc.

Nayem était un jeune sahraoui, descendant des bergers berbères qui, de tout temps, ont habité le plus grand désert du monde, riches d'une culture millénaire, aujourd'hui détruite par la colonisation espagnole et par 35 ans d'exil et d'occupation marocaine.

La nuit de sa mort, Nayem et d'autres jeunes rentraient au camp de la dignité à Gadaym Izik, où plus de 20 000 sahraouis manifestaient contre la discrimination et le manque d'alternative dont souffre ce peuple oublié.

Le camp avait été créé pour défendre les droits humains des sahraouis, et depuis le 10 octobre, un flot continu de sahraouis était venu grossir les rangs de la manifestation inédite, non-violente. C'est ce qui a motivé le gouvernement marocain pour construire un mur autour du camp et pour établir des postes de contrôle afin d'empêcher que la population n'y accède : une communauté de femmes et d'hommes libres, organisés sur un territoire libre d'oppression et de violence.

Nayem et sa famille faisaient partie de ce camp, et ce jour-là il était allé en ville pour obtenir de la nourriture pour le camp. Au retour, en face du troisième poste de contrôle marocain, Nayem a été blessé mortellement. Son corps a été enterré dans un lieu inconnu. On ne sait rien des autres jeunes qui étaient avec lui dans la voiture.

Depuis ce jour, le camp a été encerclé. Il y a été fait obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire et il a été interdit aux journalistes et aux observateurs d'y entrer. Le 8 novembre, à l'aube, des centaines de soldats l'ont encerclé et attaqué, brûlant des milliers de tentes, envoyant des gaz lacrymogènes, arrêtant près de 2 000 personnes, provocant un nombre indéterminé de morts et des milliers de blessés.

La résistance du peuple des tentes s'est déplacée à El Aajun et à d'autres lieux du Sahara occupé, où actuellement il règne un couvre-feu très strict pour éviter les manifestations. Au-delà de la frontière avec l'Algérie, dans l'immense camp sahraoui de Tindouf, survivent près de 200 000 réfugiés poursuivis par l'armée marocaine. En 1975, avec la fameuse « marche verte » a occupé le Sahara Occidental, et à force de massacres et de bombardement a obligé un peuple tout entier à lutter pour son autodétermination. Cette autodétermination a été reconnue par tous les organismes internationaux, mais est toujours ignorée dans les résolutions de l'ONU.

Ce morceau de désert, très riche en phosphates et dont les côtes regorgent de poissons, est traversé par un mur de près de 2 700 kilomètres qui sépare la zone occupée par le Maroc et la minuscule frange contrôlée par le Front Polisario aux confins de l'Algérie et de la Mauritanie.

Cette route est l'un des endroits les plus dangereux du monde car il a été entièrement miné. On estime qu'il y a de un à deux millions de mines anti- personnelles. Et c'est ainsi que survivent et résistent les sahraouis, peuple du désert, au milieu de leur propre territoire miné et face à l'indécence d'une communauté internationale incapable d'arrêter le massacre. L'histoire de Nayem a été oubliée, mais il est devenu, malgré lui, le symbole de cette nouvelle lutte pour la dignité sahraouie.

EZLN : à 17 ans de la proclamation de l'espoir

Hermann Bellinghausen

Photos *: Moysés Zúñiga*

San Cristobal de las Casas, Chiapas. Les indigènes qui tentent de sauver leurs existences, comme le pays tout entier, n'en sont rétribués qu'à coup d'injustices, à un moment où les tenants du pouvoir économique et politique tentent, eux, le contraire. Ils se remplissent les poches de la richesse du pays. Succès des gouvernements néo-libéraux, qui tiennent Felipe Calderón Hinojosa leur meilleur comparse, capable de déchaîner la plus grande violence institutionnelle de ces 80 dernières années.

La violence répond à la violence, celle de tous les négociants et « trafiquants » du monde capitaliste. Partout dans le monde et aujourd'hui au Mexique, ils se considèrent comme les « criminels » de l'histoire. Mas les autorités « légales » sont acoquinées avec les ennemis qu'elles prétendent combattre. Paramilitaires, groupes de sicaires, infiltrations dans la police, production et trafic de drogues sont une composante intrinsèque du système « global » : la phase la plus avancée du système capitaliste, et apparemment, la plus destructrice.

L'avancée des armées légales comme illégales ouvre grand la voie aux entreprises d'extractions minière, de pétrole, agro-industrielles, de construction (destruction), d'énergie, d'évangélisation ou tout simplement d'expulsion de la population par la violence physique et économique. Les « états de guerre » sont légion pour faire avancer ces affaires, à tel point que les gouvernements se permettent d'ignorer toutes les conférences sur le climat qui soient, les accords internationaux et autres.

Sur les champs de bataille d'Irak, de Palestine, de Tchétchénie, comme dans l'immense Amazonie, Internationale Sur cette carte minée, dont l'évolution met en péril la visibilité du Mexique en tant que Nation (vision assumée par les gouvernants comme les intellectuels), palpite encore un recoin (« au bout de cette pauvre nation », comme le chantait Real de Catorce, « le plus oublié », comme l'ont dit les zapatistes il y a 17 ans).

Chiapas. Pas seulement un champ de bataille en plus dans la vague expansionniste du capitalisme et l'appropriation de ressources stratégiques, mais un lieu de lutte permanent. De manière pacifique l'autonomie y est mise en application, utilement et avec justice.

Le mois de décembre comporte deux traces indélébiles, au Chiapas : le massacre d'Acteal le 22 (en 1997) et la première aube de 1994, avec le soulèvement de l'EZLN. Deux cris de douleur, deux proclamations d'espoir.

Cet espoir a été trahi par les puissants de l'Union. Ils n'ont pas entendu les changements dans les lois que demandait le zapatisme, ni l'appel à la justice des Abejas (association communautaire) d'Acteal, aujourd'hui membres de l'Autre Campagne et qui en 1997 ont été attaqués pour avoir sympathisé avec les zapatistes.

La juste requête des Abejas de ce 22 décembre 1997 s'est vue répondre ceci : selon l'organisation évangélique Confraternice, tous les paramilitaires détenus pour le massacre d'Acteal pourraient être libérés dans les prochains mois. Est ainsi garantie la voie de l'impunité des responsable de ce massacre perpétré pendant le mandat de Ernesto Zedillo Ponce de León.

Cette fin d'année fut, dans les communautés zapatistes célébrant le 17e anniversaire du soulèvement, silencieuse. Dans l'actuelle décomposition nationale, leur résistance devient une barricade dans le monde réel contre l'attaque globale (version « nationale ») dont sont victimes les peuples indigènes. Une guerre d'extermination que le zapatisme dénonce, encore et toujours.

Toujours en lutte, contre l'impunité et l'oubli ; contre le non-respect des accords de San Andrés, signés entre l'EZLN et le gouvernement en 1996 ; contre la destruction des sols, fleuves et peuples. La fin de l'histoire n'est pas prête de commencer.

Nous ne vivons plus dans la peur comme avant

Barry, un sénégalais à Zaragoza

Témoignage recueillit à Zaragoza, Espagne par Sergipe de Castro Sanchez

Barry participe à un réseau de soutien aux sans papiers d'Aragon. Aujourd'hui nous connaissons nos droits et nous savons que même si nous sommes sans papiers, nous sommes des personnes.

Mon nom est Abdoulaye Barry et je suis du Sénégal. Je suis arrivé à Zaragoza en 2008 et j'ai travaillé trois mois comme technicien pour l'exposition internationale de Zaragoza pour le drapeau du Sénégal.

Ici, pour le même travail que tu fais au Sénégal, ils paient bien mieux et vue les conditions de vie qu'il y a dans mon pays, j'ai décidé de rester en Espagne.

Je suis venu en avion, mais il y a des jeunes qui jouent leur vie en traversant à bord de petits barques. Ils y sont poussés car il n'y pas d'espoir en l'avenir au Sénégal. Ils décident alors de chercher une vie ailleurs.

Quand l'exposition s'est terminée, j'ai vécu avec des compatriotes sénégalais. Plus tard je suis allé dans un autre lieu où nous vivions à 15 personnes sur deux étages, mais les voisins nous ont dénoncé et nous avons dû partir. Dans cette maison, ça a été la première fois où l'on a parlé de créer un réseau de soutien aux sans papiers. Cette idée fut rapidement mise en place. Ainsi, quand nous avons eu des problèmes dans cette maison, les gens du réseau nous ont aidé à en trouver une autre.

Quand j'ai décidé de rester, j'ai essayé de faire renouveler mes papiers, mais un avocat m'a expliqué qu'ils me les renouvelleraient seulement si j'avais un contrat de travail. À ce moment, j'avais peur de sortir dans la rue car la police demandait sans arrêt les papiers.

Aujourd'hui, avec les luttes que nous avons menées, nous ne vivons plus dans la peur comme avant. Nous savons quels sont nos droits et que même si nous sommes sans papiers, nous sommes des personnes. Nous sommes avec des gens qui veulent nous aider.

Il y a un mois et demi, je me suis fait arrêter. J'étais dans la rue avec un ami et ils nous ont demandé nos papiers. Ils nous ont ensuite emmené au commissariat où ils m'ont enlevé la ceinture et vidé les poches avant de me mettre en cellule. Je me disais qu'il valait mieux qu'ils m'envoient à Madrid pour m'expulser plus tôt que de me priver de liberté. J'ai fini par signer un document, et ils m'ont dit que dans 15 jours, je recevrai un ordre d'expulsion ou une amende. Ça fait peu de temps que mon avocat a appelé pour me dire que j'avais une amende à payer.

Actuellement je n'ai pas de travail fixe, mais grâce au réseau de soutien, je trouve de petits travaux et en plus nous vivons des choses très intéressantes. Par exemple, une manifestation que nous avons fait en septembre jusqu'à Bruxelles contre la réforme du travail et pour les droits sociaux. Nous sommes arrivés au Parlement européen et nous nous sommes entretenus avec des parlementaires de différents pays.

Le réseau est composé de 500 personnes espagnoles et étrangères. C'est un centre social que nous avons créé en 2009. C'est un groupe métissé où se regroupent des gens de Mongolie, de France ou encore d'Italie. Tous ensemble nous faisons des ateliers, des réunions sur la loi de régularisation des sans papiers et l'assistance juridique aux migrants. Nous avons commencé à évaluer le réseau sur les deux dernières années. Ensuite nous regarderons ce qu'il faut améliorer et nous trouverons des nouvelles idées pour aller de l'avant.

Une histoire de luttes gagnées et d'illusions perdues à Berlin

Markus Schwarz

Berlin, Allemagne. En juin 2005 plus de 500 policiers expulsèrent la maison Yorckstrasse 59 à Kreuzberg, connue sous le nom de Yorck59. C'était une vieille usine qui depuis les années 80, était devenue une Maison Projet, un espace collectif, un lieu pour les projets sociaux et politiques indépendants.

Dans les années 90 le propriétaire des lieux changea. Berlin changea aussi. Le mur était tombé, le règne du capitalisme s'est amplifié, et le quartier de Kreuzberg présentait de bonnes opportunités pour les investisseurs immobiliers. Le nouveau propriétaire décida de transformer la maison en logements de luxe. Il doubla les loyers, les habitants refusèrent de payer et le propriétaire appela la police.

Àun kilomètre de la Yorck59, il y avait un grand immeuble appelé Bethanien, un ex hôpital chrétien. Durant un an (2004), le gouvernement essaya de privatiser. Une semaine après l'expulsion de la Yorck59, le 11 juin 2005, les personnes touchées par l'expulsion de la Yorck59 occupèrent une partie de l'édifice, vide depuis un an.

Dans la partie occupée de Bethanien, nommée NewYorck, se développèrent rapidement différentes activités. Elle fut habitée, puis les projets qui existaient dans la Yorck59 suivirent.

La NewYorck devint le centre social le plus important à Berlin. Ses occupants et les voisins du quartier préparèrent un référendum local contre la privatisation qui fut gagné en 2006. En 2009 la partie occupée de Bethanien et les autres projets (un jardin d'enfants, une école de médecine alternative et un centre de théâtre) signèrent un contrat d'autogestion pour 15 ans.

Aujourd'hui, dans la NewYorck, il y a 5 bureaux pour les groupes politiques, sociaux et culturels et 4 salles pour se réunir ou discuter, et il y a une cuisine. Il y a quasiment 20 groupes qui font partie du collectif des usagés, entre les groupes locaux de groupes anticapitaliste et antiracistes. En plus de ça, d'autres groupes n'appartenant pas au collectif viennent utiliser l'espace pour des entretiens, des fêtes, des projections de films, des discussions et des concerts.

La socle de l'organisation est la démocratie de base. Chaque mois a lieu une assemblée générale à laquelle participent tous les groupes qui font partie du collectif et où se prennent des décisions sur l'usage de l'espace commun. Il faut payer le loyer, mais pour l'instant le principe est que chaque groupe paye ce qu'il peut payer.

Mais d'où viennent alors les illusions perdues ?

Nous ne voulons pas taire les choses qui vont mal. Il y a des gens qui ont quitté le projet parce qu'ils n'ont pas supporté le stress, les longues discussions ou parce qu'ils ne se sentaient pas bien là. Nous disons ne pas vouloir de hiérarchie, mais elle existe. Nous prétendons être un lieu où le sexisme, le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie et les autres mécanismes discriminatoires ne doivent pas exister, et pourtant, ils existent.

Comment continuons nous ? Nous poursuivons la lutte. Lutte contre le système inhumain et lutte contre nos propres structures personnelles dont nous avons appris et hérité. Pour atteindre ce que nous voulons, un monde où tout le monde peut vivre sans peur. John Steinbeck a raison lorsqu'il dit ; « La lutte contre un ennemi extérieur est plus facile que la lutte contre nos propres faiblesses.»

Desinformémonos hermanos
tan objetivamente como podamos

desinformémonos con unción
y sobre todo
con disciplina

que, espléndido que tus vastas praderas
patriota del poder
sean efectivamente productivas

desinformémonos
qué lindo que tu riqueza no nos empobrezca
y tu dádiva llueva sobre nosotros pecadores
qué bueno que se anuncie tiempo seco

desinformémonos
proclamemos al mundo la mentidad y la verdira

desinformémonos
nuestro salario bandoneón se desarruga
y si se encoge eructa quedamente
como un batracio demócrata y saciado

desinformémonos y basta
de pedir pan y techo para el mísero
ya que sabemos que el pan engorda
y que soñando al raso
se entonan los pulmones

desinformémonos y basta
de paros antihigiénicos que provocan
erisipelas y redundancias
en los discursos del mismísimo

basta de huelgas infecto contagiosas
cuya razón es la desidia
tan subversiva como fétida

garanticemos de una vez por todas
que el hijo del patrón gane su pan
con el sudor de nuestra pereza

desinformémonos
pero también desinformemos

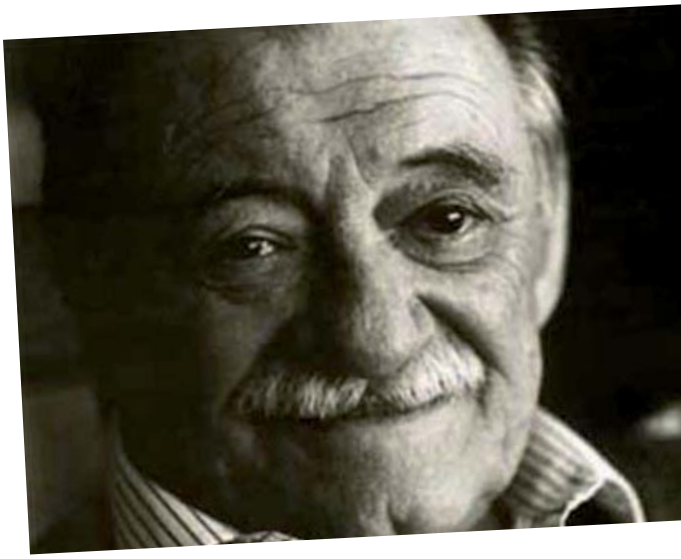
verbigracia
tiranos no tembléis
por qué temer al pueblo
si queda a mano el delirium tremens
gustad sin pánico vuestro scotch
y dadnos la cocacola nuestra de cada día

desinformémonos
pero también desinformemos

amemos al prójimo oligarca
como a nosotros laburantes

desinformémonos hermanos
hasta que el cuerpo aguante
y cuando ya no aguante
entonces decidámonos
carajo decidámonos
y revolucionémonos.

Mario Benedetti



REVUE DE QUARTIER BIMESTRIELLE *Numéro 11 - Février / Mars 2011* ***www.desinformemonos.org***
Direction *Gloria Muñoz* **Coordination** *Amaranta Cornejo Hernández et Marcela Salas Casani*
Maquette : *Francis Goche* **Traduction** *Traducteurs solidaires*